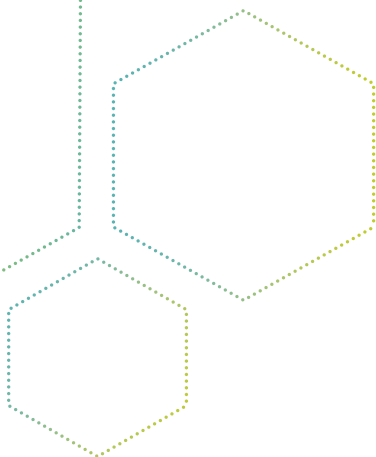




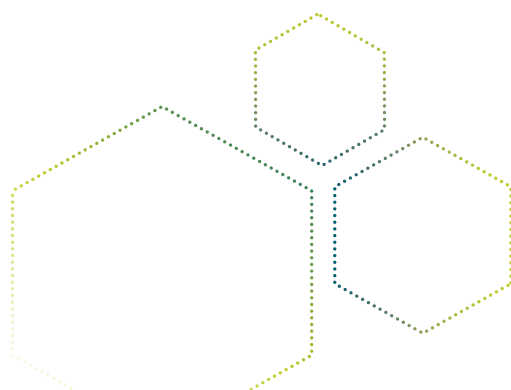
**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Test national de connaissance en propriété intellectuelle

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)



SOMMAIRE

1	Objet DU MARCHE	4
2	ALLOTISSEMENT	4
3	PROCEDURE ET Forme DU MARCHE	4
4	Durée Du MARCHE	4
5	Déclenchement des prestations	4
5.1	Prestations forfaitaires	4
5.2	Prestations à bon de commande	5
6	BONS DE COMMANDE	5
7	VERIFICATIONS ET ADMISSIONS	5
8	PRIX DU MARCHE	5
8.1	Contenu des prix	5
8.2	Variation dans les prix	6
9	Règlement des comptes	6
9.1	Remise des factures à l'INPI	6
9.2	Modalités de règlement	7
9.3	Délai global de règlement	8
10	AVANCE	8
11	Pénalités	8
12	CESSION DE CRÉANCE	9
13	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	9
13.1	Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché	9
13.2	Modalités de paiement direct	10
14	Plan d'Assurance Qualité Fournisseur	10
15	OBLIGATIONS du titulaire	10
15.1	Correspondant de l'INPI	10
15.2	Transfert des droits et obligations du titulaire	11
16	TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES	11
16.1	Objet	11
16.2	Description du traitement faisant l'objet du marché	11
16.3	Obligations du Titulaire	11
16.4	Sous-traitance	12
16.5	Droit d'information des personnes concernées	12
16.6	Notification des violations de données à caractère personnel	12
16.7	Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'INPI de ses obligations	13
16.8	Mesures de sécurité	13

16.9	Sort des données	13
16.10	Délégué à la protection des données	13
16.11	Registre des catégories d'activités de traitement	13
16.12	Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant	13
16.13	Documentation	14
17	Propriété intellectuelle	14
17.1	Droits du pouvoir adjudicateur	14
17.2	Droits du titulaire	14
17.3	Données d'utilisation et résultats	14
17.4	Interdiction de valorisation des données	14
18	DOCUMENTS À PRODUIRE	14
19	DISPOSITIONS applicables en cas de titulaire Étranger	15
20	Résiliation DU MARCHE	15
20.1	Pour difficulté d'exécution du marché	15
20.2	Pour motif d'intérêt général	15
20.3	Résiliation pour faute du titulaire	16
21	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES	16
22	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
23	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	17

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet de mettre à disposition une **plateforme de test en ligne** permettant à des étudiants d'établissements de l'enseignement supérieur partenaires de passer un test de compétences, sous supervision, directement dans leur établissement. Le dispositif est administré par l'INPI en partenariat avec les établissements.

2 ALLOTISSEMENT

La présente consultation n'est pas allotie car la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations. En effet, les prestataires de plateformes proposent des solutions clés en main.

3 PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est conclu selon une procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

Le présent marché est composite comprenant :

- une partie ordinaire, traitée à prix forfaitaires, listés dans l'acte d'engagement ;
- une partie unitaire traitée en accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conclu en application des dispositions de l'article L 2125-1 1° et des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, conformément au bordereau des prix unitaires (BPU).

Les seuils de commandes, pour la partie traitée en accord-cadre sont les suivants :

- sans montant minimum annuel,
- montant maximum annuel : 20 000 euros HT.

4 DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter du 1^{er} septembre 2026. Il sera ensuite reconduit tacitement deux fois par période d'un an. Sa durée totale ne pourra pas excéder trois ans.

L'INPI pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 120 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le titulaire puisse la refuser.

5 DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS

5.1 Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires sont déclenchées sans qu'il soit nécessaire d'émettre un bon de commande.

➤ Forfait 1 : Initialisation de la plateforme

Le forfait 1 pour l'initialisation de la plateforme débute à la notification du marché, pour une durée de **quatre (4) mois maximum**.

➤ **Forfait 2 : Accès à l'outil (administrateur INPI)**

Le forfait 2 pour l'accès à l'outil (administrateur INPI) débute le **1^{er} janvier 2027 jusqu'au 31 août 2027**.

➤ **Forfait 3 : Accès à l'outil (administrateur INPI)**

Pour les années suivantes, en cas de reconduction, il est prévu un forfait n°3 pour l'accès à l'outil (administrateur INPI), renouvelable chaque année à la date anniversaire du marché.

Ce forfait, d'une durée de **douze (12) mois**, s'appliquera donc aux périodes ci-dessous :

- du 1^{er} septembre 2027 au 31 août 2028 ;
- du 1^{er} septembre 2028 au 31 août 2029.

5.2 Prestations à bon de commande

Les prestations listées au BPU, s'exécuteront par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

6 BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précisera a minima les informations suivantes :

- les références du marché ;
- la date et le numéro de la commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le détail des prix unitaires par référence au bordereau des prix;
- le montant total de la commande incluant le prix HT, TTC, ainsi que le montant de la TVA ;
- l'adresse de facturation.

Chaque bon de commande engage le titulaire sur les résultats attendus et les délais d'exécution. Les bons de commandes seront établis pendant toute la durée du marché. Ils seront établis par le pouvoir adjudicateur ou son représentant légal, et seront notifiés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer leur date de réception.

Le délai d'exécution du bon de commande part à compter de sa date de notification.

Seules les prestations réellement réalisées feront l'objet d'un paiement.

7 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations acceptées.

Par dérogation aux CCAG-TIC, pour la phase d'initialisation, les vérifications et admissions seront validées par un procès-verbal transmis par le titulaire à l'INPI.

8 PRIX DU MARCHÉ

8.1 Contenu des prix

Les prix sont hors TVA. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché.

8.2 Variation dans les prix

8.2.1 Révision des prix

Les prix du marché sont fermes la première année, puis révisibles annuellement, à la date anniversaire du marché.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des plis. Ce mois est appelé "mois zéro" ou Mo.

Ces prix sont révisibles selon la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + \frac{SYN}{SYNo}$$

Dans laquelle :

- C_n est le prix révisé
- $SYNo$ est la valeur, au mois zéro, de l'indice Syntec (honoraires des salariés de la chambre syndicale des sociétés d'études et de conseil),
- SYN est la dernière valeur connue de cet indice au moment de la révision des prix.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du C.C.A.G.-T.I.C. pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Par dérogation à l'article 10.2.1 du C.C.A.G.-T.I.C. les révisions de prix sont applicables aux factures ultérieures concernant les prestations forfaitaires, débutant à compter de la deuxième année d'exécution du marché, et aux bons de commande notifiés après la réception des nouveaux tarifs, sous réserve de la validation des prix par l'INPI.

Procédure de variation des prix

Le titulaire s'engage à transmettre au moins **un (1) mois** avant la reconduction du marché, les prix révisés représentant son résultat du calcul, par courrier électronique avec accusé de réception, à l'adresse électronique suivante : revision.prix@inpi.fr

L'INPI peut dans un délai de 15 jours contester ledit résultat et adresser son propre résultat de calcul. Le titulaire aura alors dans un délai de 7 jours la possibilité de l'accepter, cette acceptation étant acquise dans son silence, ou d'apporter tous éléments pour justifier le résultat de son calcul initial ou le corriger.

8.2.2 Clause de sauvegarde

L'INPI se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché si le changement de tarif conduit, sur un an, à périmètre constant, à une augmentation des dépenses supérieure à 3%.

9 RÈGLEMENT DES COMPTES

9.1 Remise des factures à l'INPI

9.1.1 Facturation électronique

Chaque bon de commande donnera lieu à l'émission d'une facture distincte.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que,

le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro : FFDSE;
- Engagement(s) :
 - Pour les prestations à bons de commande : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;
 - Pour les prestations à prix forfaitaire : Engagement juridique (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : EJ/SF/... /.....
- Numéro de marché (la numérotation vous sera précisée lors de la notification) : 2025/00.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

9.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées et la phase d'exécution correspondante,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC.

9.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre de chaque marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif. Le paiement interviendra selon les périodicités suivantes :

Prestations traitées à prix forfaitaires

Le paiement de l'initialisation (forfait 1) s'effectue après service fait.

Le paiement des autres prestations forfaitaires, figurant à l'article 9.1 de l'acte d'engagement, s'effectue trimestriellement, à terme échu, au prorata du montant fixé dans l'acte d'engagement.

Acomptes

Le paiement des acomptes s'effectue mensuellement si le titulaire entre dans les catégories des PME / artisan telle qu'elles sont définies par l'article R. 2151-13 du code de la commande publique ou bien une SCOP ou une entreprise adaptée et, pour les marchés de fournitures ou de services, s'il en a fait la demande à l'article 10.3 de l'acte d'engagement), à terme échu, au prorata du montant de la prestation concernée.

Prestations traitées à bons de commandes

Les prestations réalisées sur bons de commande sont réglées selon les modalités de règlement fixées dans le bon de commande, ou, à défaut, après service fait.

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

9.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI, en application des dispositions L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique.

10 AVANCE

Sans objet.

11 PÉNALITES

Préalablement à l'application des pénalités, le pouvoir adjudicateur adressera un courrier recommandé à l'entreprise. Celle-ci aura un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'entreprise et ainsi de moduler ou non les pénalités.

Dès lors qu'un manquement ou retard est constaté entre la date prévue d'exécution de la prestation et la date effective de réalisation, le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'appliquer les pénalités ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-T.I.C., le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités sont cumulables.

- Pénalité pour retard

Conformément à l'article 14.1.2. du C.C.A.G.-T.I.C., le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

En cas de non-respect des délais d'exécution stipulés dans le marché et/ou dans le bon de commande, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard.

Cas spécifique : Résolution des incidents

Afin de garantir le bon fonctionnement de la plateforme, des pénalités pourront être appliquées, proportionnelles à la durée et à la gravité de l'indisponibilité :

- **Incident bloquant**

En l'absence des corrections des anomalies dans les délais prévus dans le CCTP, le titulaire subira une pénalité de **80 €** par jour ouvré de retard. Chaque jour entamé est dû.

- **Incident majeur**

En l'absence de correction des anomalies dans les délais prévus dans le CCTP, le titulaire subira une pénalité de **50 €** par jour ouvré de retard. Chaque jour entamé est dû.

- **Incident mineur**

En l'absence de correction des anomalies dans les délais prévus dans le CCTP, le titulaire subira une pénalité de **30 €** par jour ouvré de retard. Chaque jour entamé est dû.

- Pénalité pour indisponibilité de la plateforme

Par dérogation à l'article 14.2 du C.C.A.G.-T.I.C. :

La plateforme est tenue pour indisponible lorsque l'usage en est rendu impossible, en raison d'un défaut de fonctionnement constaté par l'acheteur ou le titulaire.

Conformément à l'article 7 du CCTP, sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité mensuelle observée dépasse un jour ouvré, le titulaire est soumis à une pénalité de 400 euros par jour ouvré d'indisponibilité.

Chaque jour entamé est dû.

Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures ouvrées d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

- Dispositions relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant égal à **10 %** du montant du marché, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

12 CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre des présents marchés, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant des marchés non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

13 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

13.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

- ① Une déclaration mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2019.doc)

- ② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- ③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- ④ Le certificat de cessibilité des marchés si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

13.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement.

Le sous-traitant adresse sa facture conformément aux dispositions des articles R 2193-11 à R 2193-16 du code de la commande publique :

Article R 2193-11 : « Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. »

Article R 2193-12 : « Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur. »

Article R 2193-13 : « Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées. »

Article R 213-14 : « Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. »

Article R2193-15 : « L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. »

Article R 2193-16 : « Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. »

Il est en outre à noter qu'en application des articles L 2192-1, L 2192-5 et L 2192-6 du code de la commande publique, le dépôt des demandes de paiement des sous-traitants, à l'instar des factures des titulaires de marchés, doit s'effectuer sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), hormis dans le cas de marchés relatifs à des impératifs de défense ou de sécurité nationale.

14 PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

15 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

15.1 Correspondant de l'INPI

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire le présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

15.2 Transfert des droits et obligations du titulaire

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. Sinon le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité à profit du titulaire.

16 TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Le responsable du traitement au sens du règlement européen sur la protection des données est le pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché (ci-après « le pouvoir adjudicateur »).

Le sous-traitant au sens du règlement européen sur la protection des données est le titulaire du présent marché (ci-après « le titulaire »).

16.1 Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'INPI (responsable des traitements) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

16.2 Description du traitement faisant l'objet du marché

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations d'une solution de plateforme de test en ligne permettant à des candidats de passer un test de compétences.

La finalité du traitement est de permettre la gestion de comptes utilisateurs, la création et la gestion de sessions d'examen, le stockage de documents, la gestion de l'accès aux documents, la communication de données au sein de workflows internes, la production de emailings et de délivrer un certificat numérique validant les compétences des candidats.

La nature des opérations réalisées sur les données par le prestataire concerne leur collecte et stockage uniquement pour le compte de l'INPI. Il pourra s'agir de données d'identification, éducation et formation, d'enregistrements d'images et de sons ainsi que de réponses aux questions.

Les catégories de personnes concernées sont les collaborateurs de l'INPI, le personnel et vacataires des établissements partenaires, les examinateurs de l'établissement partenaire, les étudiants.

Les données à caractère personnel traitées relèvent de données d'identité comme les nom, prénom, fonction, adresse mail, du numéro d'étudiant ou d'identifiant interne à l'établissement.

16.3 Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la seule finalité** qui fait l'objet du marché ;
2. traiter les données **conformément aux instructions** de l'INPI. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, **il en informe immédiatement** l'INPI. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel

il est soumis, il doit informer l'INPI de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

16.4 Sous-traitance

Le Titulaire du marché public peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'INPI de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'INPI dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'INPI n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'INPI. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'INPI de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

16.5 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'INPI de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le Titulaire aidera l'INPI à répondre à son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées, en lui fournissant toute information, renseignement, document ou fichier nécessaire.

16.6 Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à l'INPI toute violation de données à caractère personnel intervenant dans son propre environnement informatique dans un délai maximum de 72 heures après en avoir pris connaissance, par courrier ou par mail. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile.

Après accord de l'INPI, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'INPI, les violations de données à caractère personnel intervenues dans son propre environnement dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient **tous les éléments attendus par la CNIL**.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'INPI, le Titulaire communique, au nom et pour le compte de l'INPI, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient les éléments définis par la CNIL.

16.7 Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'INPI de ses obligations

Le Titulaire aide l'INPI pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données.

Le Titulaire aide l'INPI pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

16.8 Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- le chiffrement des données à caractère personnel lors des échanges par le biais d'un outil certifié par l'Anssi, après concertation avec l'INPI ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement.

16.9 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à détruire les données à caractère personnel en sa possession liées à l'exécution du marché.

Une fois les données détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

16.10 Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à l'INPI **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

16.11 Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'INPI comprenant :

- le nom et les coordonnées de la personne à l'INPI pour le compte de laquelle il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, de son délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'INPI ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

16.12 Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données nécessaires à l'exécution de ses prestations au titre du présent marché;

- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

16.13 Documentation

Le Titulaire met à la disposition de l'INPI et à sa demande **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'INPI ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

17 PROPRIETE INTELLECTUELLE

17.1 Droits du pouvoir adjudicateur

Conformément à l'article 46.2.3 du CCAG-TIC, les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Ces données regroupent notamment, les contenus pédagogiques, questions, réponses, bases de données, ainsi que toute donnée intégrée dans la plateforme.

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

17.2 Droits du titulaire

Le titulaire demeure titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents à la plate-forme et à ses composants.

Il concède au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché, un droit d'utilisation non exclusif, non cessible, pour les besoins du marché, pour toute sa durée.

17.3 Données d'utilisation et résultats

Les données générées dans le cadre de l'utilisation de la plate-forme, notamment les résultats des tests, statistiques, et données d'usage, sont la propriété du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne peut en faire aucun usage en dehors de l'exécution du marché, sauf autorisation expresse.

17.4 Interdiction de valorisation des données

Les données du pouvoir adjudicateur ne peuvent être utilisées à des fins d'amélioration de services, d'entraînement d'algorithmes, ou de constitution de bases de données, même sous forme anonymisée, sans accord préalable écrit.

18 DOCUMENTS À PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion des marchés et tous les six mois** à compter de la notification des marchés, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion des marchés, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin des marchés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier les marchés au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

19 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes des marchés est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance des marchés N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

20 RESILIATION DU MARCHE

L'INPI peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions suivantes :

20.1 Pour difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

20.2 Pour motif d'intérêt général

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

20.3 Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.3 du C.C.A.G.- T. I.C ;
- c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'INPI dans le cadre des articles 17 et 23 du C.C.A.G.- T. I.C ;
- e) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du C.C.A.G.- T. I.C ;
- f) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 du C.C.A.G.- T. I.C ;
- g) Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 48.1 du C.C.A.G.- T. I.C, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du C.C.A.G.- T. I.C et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution ;
- i) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution, à des actes frauduleux ;
- j) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité, conformément à l'article 5 du C.C.A.G.- T. I.C ;
- k) L'utilisation des résultats par l'INPI est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution ;
- l) Postérieurement à la signature, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- m) Postérieurement à la signature, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution s'avèrent inexacts ;

La résiliation du marché devra être précédée d'une mise en demeure préalablement notifiée au titulaire et assortie d'un délai d'exécution, restée infructueuse.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification

21 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D2197-15 à D2197-17 du Code de la commande publique.

22 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement son marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

23 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent C.C.A.P. déroge au C.C.A.G.-T.I.C. conformément au tableau ci-dessous :

Article(s) par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du C.C.A.G.-T.I.C. au(x)quel(s) il est dérogé
8.2.1	10.2.3, 10.2.1
11	14.2, 14.1.3



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



www.inpi.fr



INPI Direct

+33 (0)1 56 65 89 98



INPI France

inpi
FRANCE